La Déclaration du "Deputy Assistant Secretary" Karl Wycoff

Mardi 2 Novembre 2010

C'est un plaisir pour moi d'être ici à Antananarivo. Je tiens à indiquer tout d'abord que le gouvernement américain m'a envoyé ici afin de rencontrer différents acteurs sociopolitiques et discuter de nos préoccupations par rapport à la crise politique qui persiste à Madagascar. Ma venue ici s'inscrit dans les efforts que le gouvernement américain a entrepris ensemble avec nos partenaires internationaux ainsi que le peuple Malagasy, en vue de trouver une solution consensuelle, inclusive et durable conforme aux normes démocratiques. Nous sommes prêts à soutenir un processus politique acceptable vers la restauration d'une gouvernance démocratique à travers des élections libres et justes.

Les Etats-Unis maintiennent leur engagement à aider le peuple Malagasy dans cette période difficile de leur histoire, à l'aide d'un vaste programme d'aide humanitaire dont le montant total annuel s'élève à 85 millions de dollars (environ 170 milliards d'Ariary) et qui est le plus vaste programme bilatéral qui soit.

Les EU demeurent engagés pour le rétablissement d'une gouvernance démocratique et constitutionnelle durable à Madagascar. Nous considérons que le processus politique actuel comporte un certain nombre de problèmes majeurs, dont la création et le fonctionnement de diverses entités de transition, le référendum constitutionnel prévu pour le 17 novembre ainsi que le calendrier électoral propos.

Les structures et processus politiques que le gouvernement de fait ont établis ne sont constamment pas assez démocratiques et consensuels. Nous appelons toutes les parties prenantes à reprendre la table des discussions afin de trouver une feuille de route acceptable qui aboutira au retour vers une gouvernance démocratique et constitutionnelle, notamment à travers des élections libres et justes. Je souhaiterais insister sur le fait que les détenteurs du pouvoir politique de fait ont une responsabilité spéciale et une opportunité unique de créer les conditions adéquates pour un processus politique ouvert.

Nous pensons également que l'opposition et les autres figures politiques, ainsi que les organisations non gouvernementales et la société civile Malagasy, très actives, ont un rôle important à jouer.

Les Etats-Unis lancent un appel à l'endroit de toutes les parties à éviter toute action qui pourrait engendrer la violence et exhortent les forces de l'ordre à éviter d'agir d'une manière que les acteurs politiques et ceux de la société civile pourraient percevoir comme une interférence ou intimidation, au moment où ces derniers tentent de trouver une issue à la crise actuelle.

La crise politique persistante a généré tellement de dégâts dans l'économie Malagasy et a imposé une pauvreté inutile au peuple Malagasy. Suite aux actes pris par le régime de la HAT, les Etats-Unis ont été obligés par la loi de suspendre la

participation de Madagascar au programme de l'AGOA, et de mettre fin au contrat du *Millennium Challenge Account*. Ceci dit, nous poursuivrons nos efforts visant à assister Madagascar dans le retour à une gouvernance démocratique qui pourrait permettre de rétablir ces acquis et les autres.

Les EU ont joui d'une relation positive et durable avec le peuple Malagasy et nous invitons ces derniers à entreprendre au plus vite un processus démocratique et consensuel destiné à rétablir une gouvernance constitutionnelle, qui aboutirait à des élections libres, justes et pacifiques. Nous soutenons entièrement la médiation actuellement entreprise par la SADC (Communauté de Développement d'Afrique Australe) et nous croyons que la communauté internationale doit jouer un rôle constructif et facilitateur, comme elle l'a déjà fait avec d'autres pays qui sont passés par des crises politiques persistantes.